

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS60036  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA**

ZI Landacres  
62360 HESDIN L ABBE

Affaire suivie par : CHAMARD Olivier

Téléphone : 03 28 23 81 53

Courriel : olivier.chamard@developpement-durable.gouv.fr

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\Delpierre mer et tradition\_Hesdin  
l'Abbé\_070.03454\2\_Inspections\2022\_06\_15\Delpierre mer et tradition\_hesdin l'abbé\_RAPVI\_0007003454.odt

Code AIOT : 0007003454

Pièces jointes :

- Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA implanté ZI Landacres 62360 HESDIN L ABBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale relative à l'amélioration du tri des déchets dans les installations de production.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA
- ZI Landacres 62360 HESDIN L ABBE
- Code AIOT dans GUN : 0007003454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société PETIT PIERRE de HESDIN L'ABBE produit des conserves de poissons. Sa production 2021 s'établit à 40 millions de boîtes.

La production est organisée en deux ateliers :

- salade (thon + légumes)

- poissons (maquereau et hareng)

L'inspection s'est rendue sur la ligne de production liée à la préparation du maquereau ainsi que sur l'aire de stockage des déchets.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- amélioration du tri des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
Gestion des déchets	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L541-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
Tri des 7 Flux	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Obligation de caractérisation	Code de l'environnement du 10/03/2016, article R541-7	/	Sans objet
Responsabilité du producteur de déchets	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2	/	Sans objet
Responsabilité du producteur de déchets	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2	/	Sans objet
Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
Traçabilité déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Justification du respect des obligations de tri	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4-I	/	Sans objet
Attestation de valorisation biodéchets	Code de l'environnement du 10/03/2016, article D543-226-2	/	Sans objet
Attestation de valorisation 7 flux	Arrêté Ministériel du 18/07/2018, article 1	/	Sans objet

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tri des biodéchets	Code de l'environnement du 19/07/2020, article L541-21-1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il a été constaté 2 non conformités relatives à :

- aux filières d'élimination retenues par l'exploitant (article L541-1 du code de l'environnement) ;
- au tri à la source des déchets (article L541-21-2 du code de l'environnement).

Conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection de l'environnement propose à M. le Préfet de mettre en demeure la société Crusta'c de respecter les prescriptions des articles L541-1 et L541-21-2 du code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été établi.

Quatre observations concernent les codes déchets, et la date des attestations de traitement des déchets.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Obligation de caractérisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/03/2016, article R541-7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Code déchet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose bien d'une liste à jour avec la précision des codes déchets correspondants selon la classification déchets prévue à l'article R541-7.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit revoir le code de ses déchets. Les cartons souillés se classent en 15 01 01 et les plastiques souillés en 15 01 02.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2021, article L541-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure de gestion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : 1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ; 2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination ; 3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ; 4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ; (...)</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a pu présenter la procédure relative à la gestion des déchets sur le site (ST/PR/03, indice A du 25/10/2021).</p> <p>La procédure indique bien un tri à la source des biodéchets : déchets poisson (tête, queue, arrête centrale) réutilisés en alimentation animale (société SMT 62 à LE PORTEL).</p> <p>Concernant le tri 7 flux des déchets (papier /carton propres, métal, plastique, verre, bois, fractions minérales, plâtre), l'exploitant prend en compte dans sa procédure son devoir de tri à la source en séparant les plastiques, papier/carton, métal, bois des DIB.</p> <p>L'inspection constate que les plastiques/cartons souillés sont classés avec un code 02 02 99 (voir observation sur code déchet plus bas). Ils sont pris en charge par la société SUEZ et finissent en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le site de DANNES (CAP n°2022-04-DAN-170547). Ce type de déchets peut gagner un cran dans la hiérarchie des modes de traitement des déchets en privilégiant leur valorisation énergétique.</p> <p><b>Ce constat constitue une non conformité relatif au non respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**Nom du point de contrôle :** Responsabilité du producteur de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, régularité des destinataires
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est concentrée sur la régularité de la filière de valorisation des DIB.  Ces déchets regroupent principalement les plastiques/cartons souillés (code 02 02 99). Ils sont pris en charge par la société SUEZ et finissent en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le site de DANNES (CAP n°2022-04-DAN-170547). Cette installation exploitée par la société SITA est une installation classée soumise à autorisation. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral en date du 18/11/11. L'exploitant a pu nous présenter l'arrêté préfectoral du 18/11/11 délivré à la société SITA NORD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Responsabilité du producteur de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/12/2010, article L541-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, régularité des transporteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de la liste des transporteurs à jour reprenant les dates des récépissés de transport et l'échéance de leur validité. Par courriel du 02/07/22, l'exploitant a pu transmettre le registre des sociétés de transport et les récépissés de transports. Le registre reprend bien les dates des récépissés de transport et l'échéance de leur validité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration des quantités de déchets produits
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<b>Constats :</b> La déclaration GEREP est en adéquation avec la liste des déchets produits par l'exploitant. Le contrôle a été opéré sur les DIB (code déchet 02 02 99) pris en charge par la société SUEZ pour mise en décharge et un poids de 209,7 t/an.
<b>Observations :</b> la déclaration devra être revue en fonction des observations formulées dans le présent rapport notamment sur les codes déchets
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traçabilité déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m <sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant ne disposait pas de registre déchet le jour de l'inspection. Par courriel du 06/07/22, l'exploitant a pu transmettre le registre déchet au titre de l'année 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**Nom du point de contrôle :** Justification du respect des obligations de tri

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Documents justificatifs transmis aux exploitants D5</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a pu nous présenter l'attestation. Elle est annexée au certificat d'acceptation préalable (CAP) n° 2022-04-DAN-170547 de la société SUEZ, signée et datée du 16/02/22.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit revoir le code de ses déchets. Les cartons souillés se classent en 15 01 01 et les plastiques souillés en 15 01 02.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



**Nom du point de contrôle : Attestation de valorisation biodéchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/03/2016, article D543-226-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, attestation annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tiers mentionnés au troisième alinéa de l'article R. 543-226 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de biodéchets leur ayant confié des déchets l'année précédente, une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leur destination de valorisation finale.  Cette attestation peut être délivrée par voie électronique.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter au titre de l'année 2021 d'attestation de valorisation émise par la société SMT 62 concernant la valorisation des biodéchets. Par courriel du 02/07/22, l'exploitant a pu transmettre l'attestation de valorisation de déchets émise par la société SMT 62 (2021 : 1 132,650 tonnes de poissons blancs valorisées en alimentation pour animaux)
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à l'avenir à ce que les attestations transmises soient datées et transmises avant le 31 mars de l'année n+1 en ce qui concerne les déchets éliminés au titre de l'année n.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Attestation de valorisation 7 flux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/07/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, attestation annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b> A compter du 1er janvier 2019, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 est délivrée suivant le modèle figurant en annexe I du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.
<b>Constats :</b> Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'attestation de valorisation des métaux ( code déchets 15 01 04) qui ont été pris en charge par la société SUEZ RV NORD EST en 2021.  Par courriel du 02/07/22, l'exploitant a pu transmettre l'attestation de collecte et traitement de métaux émise par la société SUEZ RV NORD EST(2021 : 29,96 tonnes) datée du 16/06/2022.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à l'avenir à ce que les attestations soient transmises avant le 31 mars de l'année n+1 en ce qui concerne les déchets éliminés au titre de l'année n.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Tri des 7 Flux**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri à la source
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois.  Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre.  Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret, qui précise notamment les modalités selon lesquelles les producteurs ou détenteurs de déchets de papiers de bureau s'acquittent de l'obligation prévue au premier alinéa.  Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux ménages.
<b>Constats :</b> La visite de l'atelier de l'aire de stockage des déchets et de l'atelier de production n'a pas révélé de problèmes de tri, les moyens mis à disposition des opérateurs correspondent aux indications de la procédure déchets. L'affichage des consignes de tri est fait dans le couloir d'accès aux chaînes de production. Une personne est dédiée aux contrôles des bennes stockées sur l'aire de stockage des déchets (Mr ROUGEMONT), toute erreur de tri est remontée au responsable de production chargé d'informer les opérateurs.  Au niveau documentaire l'inspection a constaté que le CAP n° 2022-04-DAN-170547 de la société SUEZ fait état de déchets non recyclables en mélange et non incinérables comprenant entre autres des cartons et plastiques souillés. Ces 2 types de déchets peuvent être triés et valorisés à minima en incinération avec récupération d'énergie. L'exploitant doit donc envisager cette filière au titre du II.2 de l'article L.541-1 du Code de l'Environnement qui hiérarchise les modes de traitement des déchets et privilégie la valorisation énergétique à l'élimination (mise en décharge). Pour ce faire l'exploitant doit trier à la source les cartons et plastiques souillés. <b>A ce jour ce tri n'existant pas, il s'agit d'une non conformité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**Nom du point de contrôle : Tri des biodéchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/07/2020, article L541-21-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri à la source y compris des biodéchets conditionnés
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les personnes qui produisent ou détiennent des quantités importantes de déchets composés majoritairement de biodéchets sont tenues de mettre en place un tri à la source de ces biodéchets et :  -soit une valorisation sur place ;  -soit une collecte séparée des biodéchets pour en permettre la valorisation et, notamment, favoriser un usage au sol de qualité élevée.  À compter du 1er janvier 2023, cette obligation s'applique aux personnes qui produisent ou détiennent plus de cinq tonnes de biodéchets par an [10 tonnes d'ici là].

Cette obligation s'applique également à tous les producteurs de biodéchets conditionnés dans des emballages, y compris si ces emballages sont non compostables. Leurs modalités de gestion et de valorisation sont précisées par décret.

**Constats :** La visite de la zone de regroupement des déchets non dangereux produits sur le site a permis de constater l'organisation du tri des biodéchets.

Les poissons sont séparés en 2 filets. La tête, la queue, l'arrête centrale et une partie ventrale sont reprises par un tapis roulant passant sous les chaînes de productions et sont convoyées vers une vis sans fin qui les dépose dans des cuiviers rouges qui sont ensuite entreposés dans un local déchet réfrigéré avant leur reprise par la société COPALIS (SMT 62 en 2021).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## **ANNEXE 1**

Société Petit Pierre  
à Hesdin l'Abbé  
Inspection du 15/06/2022

---

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

---

**ARRÊTÉ N ° ... du ..... portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables au site exploité par la société Petit Pierre située à Hesdin l'Abbé**

**LE PRÉFET DU PAS DE CALAIS,**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L541-1, et L541-21-2 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 autorisant la société Delpierre Mer et Tradition à exploiter une usine de fabrication de conserves de poissons sur la commune d'Hesdin l'Abbé ;

**Vu** le récépissé de changement d'exploitant délivré par la préfecture du Pas-de-Calais le 23/05/2018 au bénéfice de la société Petit Pierre ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à la société Petit Pierre par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

[**Vu les observations de la société** Petit Pierre **formulées par courrier du [précisez la date]] ;**

**ou**

**Vu l'absence de réponse de la société** Petit Pierre **au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;**

**Considérant ce qui suit :**

1. Lors de l'inspection du 15 juin 2022 il a été constaté les non-conformités suivantes :
  - article L541-1 du Code de l'environnement : la société Petit Pierre ne respecte pas la hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier la valorisation notamment énergétique par rapport à l'élimination en décharge ;
2. - article L541-21-2 du code de l'environnement : la société Petit Pierre ne trie pas les plastiques et cartons souillés présentant notamment une valeur énergétique ;
3. Ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles L541-1 et L541-21-2 du Code de l'environnement ;
4. Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Petit Pierre de respecter les prescriptions et dispositions des articles L541-1 et L541-21-2 du Code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas de Calais

**ARRÊTE**

**Article 1** – La société Petit Pierre dont le siège social est situé Z.I. de Landacres, 62360 HESDIN L'ABBE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles L541-1 et L541-21-2 du Code de l'environnement, pour l'établissement qu'elle exploite Z.I. de Landacres, 62360 HESDIN L'ABBE.

À compter de la notification du présent arrêté, les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de 30 jours, la société Petit Pierre fourni au préfet attestation de valorisation-émise par le prestataire qu'il aura choisi pour valoriser les déchets de papiers et cartons souillés.

- Dans un délai de 30 jours, la société Petit Pierre fourni au préfet les documents attestant de la mise en place du tri des plastiques et cartons souillés pouvant bénéficier d'une valorisation.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société Petit Pierre les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Le présent arrêté sera notifié à la société Petit Pierre ;

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais
- Monsieur le Maire de la commune d'HESDIN L'ABBE ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.